

Organisation faîtière pour l'examen
professionnel d'agents fiduciaires

**Proposition de solution pour
la collection de problème 2012
Examen professionnel
d'agents fiduciaires**

Table des matières

Branche 801	Droit Proposition de solution Problème 1	Pages	3 – 18
Branche 802	Gestion du personnel Proposition de solution Problème 2	Pages	19 – 33
Branche 803	Comptabilité d'exploitation Proposition de solution Problème 3	Pages	34 – 40

Branche 801 Droit

Proposition de solution Problème 1

Motivez votre réponse et indiquez un article de loi seulement si cela vous est expressément demandé. **Lorsqu'il vous est demandé d'indiquer un article de loi, la citation doit être la plus précise possible, p. ex. art. 24, al. 1, ch. 2 CO (pour l'erreur sur la chose) et non simplement art. 24 CO. Toute citation imprécise ou incomplète d'un article de loi entraîne la déduction ou non-attribution de points.** Seules doivent être employées les abréviations officielles des lois (p. ex. CO, CC).

Lorsque la réponse doit contenir un ou plusieurs articles de loi, la question est posée au pluriel (p. ex. «Indiquez les articles de loi pertinents»), même si une seule disposition est pertinente le cas échéant. Lorsqu'il vous est demandé de donner plusieurs réponses à une question, toute réponse fausse peut entraîner la déduction de points. **S'il vous est demandé de justifier votre réponse, seules les réponses motivées seront évaluées. BONNE CHANCE!**

Droit

Question 1

(7,5 points, 0,5 point par sous-question)

Parmi les affirmations suivantes, lesquelles sont justes, lesquelles fausses?

	Affirmation	Juste	Faux
a)	Depuis le 1 ^{er} janvier 2012, le taux légal de l'intérêt moratoire est de 10% par an.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
b)	Pour qu'un contrat de travail soit valable, il doit être conclu par écrit.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
c)	Du point de vue successoral, le décès d'un concubin est assimilé à celui d'une personne vivant en partenariat enregistré.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
d)	Un contrat est nul s'il a pour objet une chose objectivement impossible dès le départ.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
e)	La majorité est fixée à 18 ans révolus, c.-à-d. le jour du 19 ^e anniversaire.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
f)	Le testament olographe ne doit pas obligatoirement indiquer le lieu où l'acte a été dressé.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
g)	Les personnes morales sans organes n'ont pas l'exercice des droits civils.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
h)	Chaque association doit, de par la loi, posséder un organe de révision ou des réviseurs.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
i)	La poursuite par voie de faillite s'applique à toute poursuite dirigée contre un associé d'une société en nom collectif.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
k)	Si la communauté héréditaire est d'accord sur le partage de la succession, un concordat est conclu selon la LP.	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
l)	La cession de créance en l'absence de consentement du débiteur est autorisée.	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

m)	Le contrat de leasing ne fait pas partie des espèces de contrats de caractère spécial régies par le CO.	X	<input type="checkbox"/>
n)	Le contrat de prêt à usage est un contrat de bail portant sur des choses mobilières.	<input type="checkbox"/>	X
o)	Les parts d'associés dans une société en nom collectif s'appellent parts sociales.	<input type="checkbox"/>	X
p)	Dans la société en commandite, on distingue deux types d'associés: les commanditaires et les commandités.	X	<input type="checkbox"/>

Question 2

(5 points)

Jean-Luc habite à Genève et possède une vieille Fiat 500 qui se trouve chez lui, dans un garage individuel. Carlo habite à Lugano. Les deux hommes se voient régulièrement à des cours de formation continue à Zurich. Lors d'un de ces cours, Jean-Luc déclare qu'il veut vendre sa Fiat 500 et pense passer une annonce sur un site Internet. Il montre alors à Carlo des photos de sa Fiat 500 rouge vif. Comme Carlo rêve depuis longtemps d'acheter une vieille Fiat 500, il saisit l'occasion et fait une offre à Jean-Luc. Après une brève négociation, ils conviennent d'un prix de CHF 9000 pour la Fiat 500 rouge. Le contrat de vente est valable, mais ils n'ont parlé ni de la date ni du lieu d'exécution.

Répondez aux questions ci-après en vous basant sur l'énoncé des faits et indiquez, lorsque cela est demandé expressément, les articles de loi pertinents. Répondez à chaque sous-question indépendamment des autres sous-questions.

- a) Quand les deux prestations (remise de la Fiat 500 et paiement du prix d'achat) sont-elles dues? Indiquez la date et les articles de loi pertinents.

La date de l'échéance et la date de la demeure dépendent du type de contrat: contrat à interpellation, contrat à terme ou contrat conclu pour une date fixe. Dans le cas présent, il s'agit d'un contrat à interpellation. Les prestations doivent donc être exécutées, conformément à l'art. 82 CO / l'art 75 CO, au moment de la conclusion du contrat. La date de l'échéance est celle à laquelle le débiteur doit exécuter son obligation, ou à laquelle le créancier peut en exiger l'exécution. Selon certains ouvrages, «l'échéance peut intervenir à tout moment après la conclusion du contrat». Cette réponse est aussi à considérer comme juste.

Il n'est pas obligatoire que le terme «contrat à interpellation» apparaisse dans la réponse.

- b) Qui, de Jean-Luc ou de Carlo, doit exécuter le premier sa prestation contractuelle? Motivez votre réponse en indiquant les articles de loi pertinents.

En vertu de l'art. 82 CO comme de l'art. 184, al. 2 CO, pertinent en l'espèce à titre de lex specialis, les deux prestations doivent – sauf accord ou usage contraires – être exécutées simultanément (donnant-donnant). Aucun des deux n'est donc tenu de s'acquitter d'une prestation préalable. Celui qui exige de l'autre qu'il fournisse sa prestation doit cependant déjà avoir effectué la sienne, ou proposer de le faire. Cette dernière remarque peut compléter la réponse, mais n'est pas exigée des candidats.

- c) Quelques jours après la conclusion du contrat, Carlo fait un virement bancaire pour payer l'intégralité du prix d'achat. Par courrier recommandé, il demande plusieurs fois à Jean-Luc de lui remettre la voiture, mais celui-ci ne remplit pas son obligation. Carlo en a assez et veut engager contre Jean-Luc une poursuite en remise de la voiture. Il vous demande ce que vous pensez de cette démarche. Répondez-lui en motivant votre réponse.

Selon l'art. 38 LP, la procédure de poursuite n'est prévue que pour des créances pécuniaires ou pour des sûretés. Par conséquent, elle ne peut pas servir à obtenir la remise d'un objet. Carlo ne peut donc pas engager de poursuite pour obtenir la voiture.

- d) Quelques jours après la conclusion du contrat, Carlo fait un virement bancaire pour payer l'intégralité du prix d'achat. Par courrier recommandé, il demande plusieurs fois à Jean-Luc de lui remettre la voiture, mais celui-ci ne remplit pas son obligation. Carlo en a assez et veut résilier le contrat. Il vous demande si cela est possible. Répondez-lui en indiquant les articles de loi pertinents.

Il s'agit, dans le cas présent, d'un contrat à interpellation. Dans ce type de contrat, le créancier doit en principe d'abord donner une seconde chance au débiteur. Il doit lui accorder un délai supplémentaire selon l'art. 107, al. 1 CO avant de pouvoir résilier le contrat en vertu de l'art. 107, al. 2 CO. L'énoncé des faits ne suggère pas qu'un délai supplémentaire ait été accordé; Carlo ne peut donc pas encore résilier le contrat.

- e) Concernant l'exécution du contrat, Jean-Luc et Carlo doivent à présent régler la question du lieu où le vendeur doit remettre la voiture à l'acheteur. Carlo doit-il aller chercher la voiture à Genève? Jean-Luc doit-il amener la voiture à Lugano? Ou bien la livraison doit-elle avoir lieu à Zurich? Répondez à la question en indiquant, de manière aussi précise que possible, les articles de loi pertinents.

Lorsque l'objet de la dette est un corps certain, celui-ci doit être remis à l'endroit où il se trouvait lors de la conclusion du contrat (art. 74, al. 2, ch. 2 CO). La voiture doit donc être remise à Genève.

Question 3**(3 points)**

Expliquez le terme «rapport» utilisé dans le droit successoral et donnez un exemple.

Le rapport est régi par les art. 626 ss CC. Le principe sous-jacent au rapport en matière de droit successoral est la réalisation de l'égalité de traitement entre les héritiers légaux. Il arrive fréquemment que le défunt ait fait, de son vivant, des dons à ses héritiers, notamment à ses descendants, leur conférant ainsi des avantages patrimoniaux. Cela entraîne une diminution de la masse successorale du défunt et ainsi une diminution des parts des héritiers légaux.

Le rapport oblige les héritiers légaux les uns envers les autres au rapport de toutes les libéralités entre vifs reçues à titre d'avancement d'hoirie. Sont assujetties au rapport, faute par le défunt d'avoir expressément disposé le contraire, les constitutions de dot, frais d'établissement, abandons de biens, remises de dettes et autres avantages semblables faits en faveur de descendants. Les dépenses faites pour l'éducation et l'instruction des enfants ne sont rapportables, si une intention contraire du défunt n'est pas prouvée, que dans la mesure où elles excèdent les frais usuels. Les présents d'usage ne sont pas assujettis au rapport.

Question 4

(4,5 points)

Silvio et Maria Schmid, séparés depuis deux ans, ont deux enfants communs qui sont encore mineurs, Antonio et Marianna. Silvio et Maria habitent tous les deux à Zofingen (AG); les enfants vivent avec leur mère. Lors de la séparation, les époux ont aussi procédé à la liquidation du régime. Silvio a en plus un enfant hors mariage avec Marie-Rose, Pierre, qu'il a reconnu. Les parents de Silvio, Orlando et Laura, vivent dans une maison de retraite à Burgdorf (BE). Hier, Silvio est décédé. Il n'y a pas de testament ni de pacte successoral. L'inhumation est prévue pour demain et les frais s'élèvent à CHF 25 000.

Voici comment se compose l'héritage de Silvio au jour de son décès:

Actifs		Passifs	
Objets de valeur	100 000	Dettes fiscales	35 000
Bijoux	25 000	Pensions alimentaires non payées	15 000
Papiers-valeurs	200 000		
Voiture	40 000		
Prêt à Marie-Rose	50 000		
Maison individuelle	900 000	Hypothèque	450 000
Total actifs	1 315 000	Total passifs	500 000

- a) Calculez la masse successorale à partager entre les héritiers. Posez le calcul de manière claire et compréhensible.

Le calcul de la masse successorale est régi par les art. 474 ss CC. Ceux-ci précisent qu'il faut déduire des actifs les dettes du défunt ainsi que les frais d'inhumation. Dans le cas présent, la masse successorale qui sera répartie entre les héritiers s'élève donc à CHF 790 000 (= actifs moins passifs moins frais d'inhumation).

- b) Dans le cas présent, quelles personnes ont le statut d'héritiers? Citez simplement leurs prénoms.

Les héritiers légaux sont les trois enfants et l'épouse (même séparée), c.-à-d. Maria, Antonio, Marianna et Pierre.

- c) Calculez la part héréditaire légale de chacun des héritiers légaux. Donnez vos réponses sous forme de fractions.

Maria, en sa qualité d'épouse, touche la moitié de la succession, les trois enfants l'autre moitié, c.-à-d. Maria 1/2, Antonio 1/6, Marianna 1/6 et Pierre 1/6.

- d) Calculez la réserve héréditaire de chacun des héritiers légaux. Donnez vos réponses sous forme de fractions et indiquez votre méthode pour arriver à la solution.

Maria

La réserve s'élève à la moitié de la part légale, donc à $1/2$ de $1/2 = 1/4$.

Enfants

La réserve s'élève à trois quarts de la part légale, donc à $3/4$ de $1/6 = 1/8 (= 3/24)$ par enfant.

Question 5

(4,5 points)

Martina Hunziker vit avec son époux Peter Hunziker dans une villa à Saint-Gall. La maison abrite également les bureaux de Martina, qui dirige une société fiduciaire en tant qu'indépendante. Comme le volume de travail n'a cessé d'augmenter, Martina a engagé il y a cinq ans une employée à temps partiel, Claudia Schifferli. La durée de travail hebdomadaire convenue dans le contrat de travail est de 18 heures (43 heures/semaine pour un poste à 100%). Le contrat ne contient aucune disposition sur les délais de résiliation. Par contre, un paragraphe est consacré aux heures supplémentaires: «Les heures supplémentaires jusqu'à trois heures par semaine ne sont pas rémunérées. Au-delà, les heures supplémentaires sont réglées par un supplément de 15% sur le salaire. Une compensation par du temps libre est exclue.» Il n'y a pas de CCT qui puisse s'appliquer au cas présent.

Répondez à chaque sous-question indépendamment des autres sous-questions.

- a) Les heures de travail fournies au-delà de la durée de travail hebdomadaire convenue dans le contrat comptent-elles comme heures supplémentaires, même sans dépasser les 43 heures correspondant à un plein-temps? Justifiez votre réponse.

Sont réputées heures supplémentaires les heures de travail devant être effectuées au-delà du temps de travail convenu, indépendamment du taux d'occupation. Les heures travaillées au-delà du nombre convenu pour un emploi à temps partiel comptent donc également comme heures supplémentaires.

- b) Supposons que Claudia Schifferli ait dû, une fois, effectuer une semaine de 45 heures. La disposition du contrat sur les heures supplémentaires est-elle conforme à la loi? Motivez votre réponse et indiquez les articles de loi pertinents.

Les heures supplémentaires sont régies à l'art. 321c CO. L'art. 361 CO dispose qu'il ne peut pas être dérogé à l'alinéa 1 de l'art. 321c CO. Il ne cite pas les alinéas 2 et 3; ceux-ci sont donc de droit dispositif.

En conséquence, il peut être dérogé aux dispositions de l'art. 321c, al. 2 et 3 CO (même aux dépens de l'employé) si un accord écrit diffère de ces dispositions (l'art. 321c, al. 3 CO exige que l'accord soit écrit). La disposition contractuelle sur les heures supplémentaires est donc conforme à la loi.

- c) Quel est le délai de résiliation applicable dans le cas présent?

Le délai de résiliation est de deux mois (art. 335c, al. 1 CO).

- d) Aujourd'hui, Martina a découvert qu'en dehors des heures de travail qu'elle consacrait à la société, Claudia était aussi souvent aux petits soins pour Peter, le mari de Martina. Dès qu'elle apprend cette liaison, Martina résilie le contrat de travail de Claudia avec effet immédiat. Jugez si cette résiliation immédiate est admise ou non et indiquez les articles de loi pertinents. Donnez une argumentation détaillée.

La résiliation immédiate du contrat de travail est régie par l'art. 337 CO. Celui-ci dispose qu'une résiliation du contrat de travail avec effet immédiat est possible en tout temps pour de justes motifs. Sont notamment considérées comme justes motifs toutes les circonstances qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger la continuation des rapports de travail de la part de celui qui prononce le congé. Etant donné que tout contrat de durée indéterminée peut être résilié dans un certain délai, la résiliation immédiate doit être justifiée par des faits si graves qu'il ne peut pas être question pour celui qui a donné le congé de continuer les rapports de travail durant le délai de résiliation.

Dans le cas présent, il est possible d'invoquer de justes motifs ou d'argumenter qu'il n'y en a pas. Dans un arrêt du 5 mai 2003 (4C.67/2003), le Tribunal fédéral a jugé une situation comparable. Tandis que l'instance précédente avait considéré que la résiliation immédiate avait eu lieu pour de justes motifs, le Tribunal fédéral a jugé qu'il ne s'agissait pas de justes motifs au sens de l'art. 337 CO. La différence avec le cas présenté ici réside dans le fait que l'employeur formel était une SA.

Question 6

(4 points)

Depuis des années, vous remplissez la déclaration d'impôts de Mme Svenja Malinowski. Récemment, elle a été victime d'un accident. En voici le déroulement: sur un vélo de location en parfait état, Mme Malinowski s'engage dans un tunnel à proximité de la gare principale de Zurich. Dans le fond du tunnel, la bande cyclable devient une piste cyclable (voie passant de la route au trottoir), séparée de la chaussée par une bordure de 12 centimètres de haut. Mme Malinowski manque ce passage. A la jonction entre la bande et la piste cyclable, la bordure est abaissée sur une longueur de trois mètres, puis reprend sa hauteur initiale de 12 centimètres. Dans une tentative d'accéder tout de même à la piste cyclable, Mme Malinowski chute et sa tête heurte le mur en béton du tunnel. Elle ne porte pas de casque et subit un grave traumatisme cranio-cérébral ainsi que plusieurs fractures. Le compagnon de Mme Malinowski charge un expert d'évaluer la dangerosité du lieu de l'accident. Celui-ci établit dans son rapport que le passage de la bande cyclable à la piste cyclable sur le trottoir doit être qualifié de «très dangereux» n'étant pas indiqué par une signalisation claire et bien visible de loin. L'expert étaye encore son argumentation en rappelant qu'en trois ans, quatre accidents similaires se sont déjà produits au même endroit. Peu après l'accident, la Ville de Zurich prend l'initiative de faire peindre des bandes blanches fortement réfléchissantes, rafraîchir les bandes jaunes existantes et abaisser la bordure sur trois mètres supplémentaires.

Le compagnon de Mme Malinowski vous demande à qui et sur quelles bases légales il est possible de demander réparation. Répondez-lui en indiquant les articles de loi pertinents et les conditions. Vérifiez également si ces conditions sont remplies dans le cas présent.

Dans le cas présent, il est question de la responsabilité du propriétaire de l'ouvrage au sens de l'art 58 CO (responsabilité causale aggravée). Subsidiairement, on peut aussi, comme toujours, se référer à l'art. 41 CO (responsabilité basée sur la faute), ce qui est cependant moins avantageux pour Mme Malinowski. La Ville de Zurich est propriétaire de la rue.

En résumé, il faut vérifier trois conditions pour établir la responsabilité du propriétaire de l'ouvrage: dommage, illicéité et lien de causalité adéquate.

- Le dommage est évident (frais de guérison et perte de salaire). On ne sait pas encore à combien il se monte ou se montera en définitive, mais cela n'a pas d'importance pour la réponse.*
- Il y a illicéité lorsqu'il y a dommage, sur le plan physique ou psychique, à la propriété ou à la personne. Dans le cas présent, l'illicéité tient au fait que Mme Malinowski a subi des lésions corporelles graves. Il y a probablement aussi dommage à la propriété (p. ex. vêtements).*
- En ce qui concerne le lien de causalité adéquate, il y a lieu de vérifier si l'on est en présence de vices de construction ou d'un défaut d'entretien (cf. art. 58 CO) et si ceux-ci sont la cause du dommage subi. Sur la base de l'exposé des faits, on peut partir du principe que des vices de construction existaient. Cette supposition est étayée par le fait que la Ville a ensuite pris l'initiative de procéder à des travaux d'amélioration.*

Les candidats peuvent arriver à une autre conclusion, mais ils doivent motiver la réponse.

Question 7**(3 points)**

Pietro Truffa est le seul actionnaire et responsable de Creativ SA. Michel Tricheur est le propriétaire de l'organe de révision de Creative SA. Les deux hommes se connaissent depuis l'adolescence et sont des amis intimes. Afin de déclarer aussi peu de bénéfices que possible pour la SA, ils ont comptabilisé diverses dépenses de nature privée (en faveur de Pietro Truffa et de sa famille) pour un montant de CHF 350'000 comme des charges justifiées par l'usage commercial. En d'autres termes, ils ont créé ensemble de faux comptes de résultats, de faux bilans et une fausse comptabilité.

- a) Quelles prescriptions légales du CO en matière de comptabilité ont possiblement été enfreintes?

Pour répondre à cette question, on peut invoquer les art. 662a ss CO et les art. 957 ss CO. Il s'agit d'une part des dispositions du droit de la société anonyme concernant l'établissement régulier des comptes annuels (art. 662a ss CO), d'autre part des dispositions générales sur la comptabilité commerciale (art. 957ss CO).

- b) Pietro Truffa s'est-il rendu punissable de faux dans les titres ou de faux intellectuel? Justifiez votre réponse.

On distingue le faux dans les titres proprement dit (production d'un faux titre) et le faux intellectuel (production d'un titre authentique mais mensonger). Le candidat n'est pas tenu de connaître cette distinction. Celle-ci est définie comme suit par le Tribunal fédéral:

«Celui qui constate ou fait constater faussement, dans un titre, un fait ayant une portée juridique, dans le dessein de porter atteinte aux intérêts pécuniaires ou aux droits d'autrui, ou de se procurer ou de procurer à un tiers un avantage illicite, commet un faux intellectuel dans les titres au sens de l'art. 251 al. 1 CP. A la différence de la falsification de titre proprement dite, qui consiste en la fabrication d'un titre inauthentique dont l'auteur réel ne coïncide pas avec l'auteur apparent, le faux intellectuel concerne l'établissement d'un titre authentique, mais mensonger dans la mesure où le contenu réel et le contenu figurant dans le titre ne correspondent pas. La confiance que l'on peut avoir à ne pas être trompé sur la personne de l'auteur est et peut être supérieure à celle que l'on peut avoir à ce que l'auteur ne mente pas par écrit. Pour cette raison, des exigences plus élevées sont posées en cas de faux intellectuel quant au fait pour ce titre d'être destiné et propre à prouver quelque chose. L'art. 251 al. 1 CP doit être appliqué de manière restrictive, s'agissant des faux intellectuels (ATF 121 IV 131 E. 2c avec les remarques). C'est pourquoi, d'après la jurisprudence récente du Tribunal fédéral, on admet qu'il y a mensonge écrit qualifié au sens de faux intellectuel seulement lorsque le titre a une valeur probante accrue, c.-à-d. lorsqu'il présente des garanties objectives de la véracité de son contenu, comme elles existent notamment dans la qualité d'une personne habilitée à dresser des actes authentiques ou dans des dispositions légales qui, à l'instar des prescriptions relatives au bilan des articles 958 ss CO, déterminent précisément le contenu de certains documents.»¹

¹ ATF 123 IV 61, dont est inspirée la question

Une fausse écriture comptable constitue un faux intellectuel lorsqu'elle enfreint des prescriptions et principes en matière de comptabilité qui ont été établis pour garantir la véracité des déclarations et donc la crédibilité accrue du document. Ces principes à respecter sont énumérés dans les art. 662a ss CO concernant l'établissement régulier des comptes annuels en matière de droit de la société anonyme, ainsi que dans les art. 958 ss CO, dans lesquels les règles concernant le bilan définissent le contenu de certains écrits. Celui qui comptabilise indûment des avantages et des dépenses de nature privée comme étant de nature commerciale réalise un fait constitutif de faux intellectuel au sens de l'art. 251 CP. Celui qui commet un faux intellectuel uniquement dans le but de tromper les autorités fiscales n'est poursuivi que selon les dispositions pénales du droit fiscal. Mais d'après le Tribunal fédéral, cela n'est pas le cas ici. Le bilan commercial d'une société anonyme a toujours pour fonction d'attester la situation financière de la société, non seulement vis-à-vis des autorités fiscales, mais aussi et surtout vis-à-vis de tiers. Celui qui établit un bilan commercial au contenu inexact est donc généralement conscient de son importance, et pas seulement aux yeux des autorités fiscales. C'est pourquoi celui qui établit un bilan commercial d'une société anonyme au contenu inexact admet généralement qu'il sera utilisé dans un domaine autre que le domaine fiscal. Comme nous l'avons démontré, cela est suffisant pour appliquer l'art. 251 CP.

Question 8**(5 points)**

Pierre Couchepin, un homme fortuné de 68 ans, est veuf depuis dix ans. Il a eu trois enfants avec son épouse. Lors du décès de celle-ci, tous les enfants étaient déjà majeurs et ont répudié leur part d'héritage en faveur de leur père. Il y a trois ans, lors de vacances en France, Pierre a fait la connaissance de Brigitte, qui a maintenant 35 ans. Depuis, ils vivent en couple. Les enfants de Pierre sont convaincus que Brigitte, qui a peu de moyens, est uniquement intéressée par l'argent de leur père. Devant celui-ci, ils n'ont cependant jamais dit du mal de sa nouvelle compagne. Lorsque Pierre leur annonce que Brigitte et lui vont se marier dans quelques jours, une dispute éclate. Les enfants lui expliquent qu'ils ont peur que Brigitte ne dilapide le patrimoine familial, y compris la part de l'héritage qu'ils avaient répudiée, et qu'ils la soupçonnent de l'épouser uniquement pour son argent. Ils lui demandent de conclure au moins un contrat de mariage et un pacte successoral, afin de leur garantir la majeure partie du patrimoine familial à son décès. Pierre est si déçu du comportement de ses enfants qu'il veut faire exactement le contraire. Après le mariage, il vient vous consulter pour savoir quelles dispositions lui et son épouse (Brigitte) peuvent prendre, sans intervention des enfants, afin que la plus grosse part possible de l'héritage lui revienne à elle lorsqu'il décèdera.

Veillez conseiller Pierre et Brigitte en détail à ce sujet, aussi bien du point de vue du régime matrimonial que de celui du droit successoral. Passez en revue toutes les possibilités en matière de régime matrimonial et de droit successoral et justifiez le choix de la solution que vous préconiserez.

La question est en fait de savoir comment avantager au maximum le conjoint survivant. Il faut étudier d'une part l'aspect matrimonial, d'autre part l'aspect successoral du problème.

Idée fondamentale

Pour que Brigitte soit avantagée au maximum, il faut qu'au décès de Pierre le droit matrimonial accorde à celle-ci la plus grande part possible des biens acquis avant et pendant le mariage. Ainsi, la masse successorale de Pierre diminue et avec elle la réserve de ses enfants.

Régime matrimonial

Régime de la participation aux acquêts: *En l'absence d'indications contraires dans l'exposé des faits, on doit supposer que Pierre et Brigitte sont soumis au régime de la participation aux acquêts. Selon l'art. 216, al. 1 CC, les époux peuvent convenir par contrat de mariage que le conjoint survivant reçoit tout le bénéfice. La masse successorale se limite alors aux biens propres du défunt. Cependant, lorsqu'il y a des enfants non communs, comme c'est le cas ici, il ne peut être porté atteinte à la réserve de ceux-ci (art. 216, al. 2 CC). Les biens appartenant déjà à un époux avant le mariage sont considérés par la loi comme des biens propres (art. 198 CC). On ne peut en disposer autrement, même par contrat de mariage (art. 199 CC e contrario). En conséquence, pendant la durée du mariage, seuls sont acquêts les recettes provenant de rentes, le produit du travail ainsi que les revenus des biens propres (art. 197 CC). Dans le cas présent, le mariage vient juste d'être contracté et les acquêts (salaire, rentes, revenus de biens propres) vont commencer à se former. Les époux peuvent, en vertu de l'art 216 CC, convenir d'une répartition du bénéfice favorisant l'un d'eux, mais pas dans une proportion très importante. De plus, cette convention ne peut de toute manière pas porter atteinte aux réserves des enfants non communs. En d'autres termes, la répartition du bénéfice en faveur du conjoint survivant prévue par l'art. 216 CC ne permettrait pas d'obtenir un avantage très supérieur à celui que l'on obtiendrait en limitant les droits des enfants à leur réserve par testament ou pacte successoral.*

Communauté des biens: *Pierre et Brigitte pourraient, même après le mariage, conclure un contrat de mariage par lequel ils se soumettent au régime de la communauté des biens. Sous ce régime, tous les biens des deux conjoints sont biens communs. De par la loi (art. 225, al. 2 CC), seuls les effets personnels des époux (ainsi que les créances en réparation d'un tort moral) font exception. En cas de décès, les biens communs, donc aussi les apports de chaque époux, sont partagés par moitié (art. 241, al. 1 CC). De plus, les époux peuvent, par contrat de mariage, changer les termes du partage des biens communs de manière à favoriser encore davantage le conjoint survivant (art. 241, al. 2 CC). Mais les ré-*

erves des descendants (communs et non communs) doivent être préservées (art. 241, al. 3 CC). Or, la réserve qui doit être protégée ne se calcule pas de la même manière sous le régime de la communauté des biens que sous celui de la participation aux acquêts. La raison en est que la masse successorale, en l'absence d'une autre disposition sur la répartition du bénéfice, se compose différemment. Dans le cas présent, sous le régime de la participation aux acquêts, l'intégralité des biens acquis par Pierre avant le mariage ferait partie de la masse successorale, et sous le régime de la communauté des biens, ce ne serait que la moitié. En conséquence, c'est le régime de la communauté des biens qui avantagerait le mieux Brigitte (éventuellement avec une répartition maximale du bénéfice, allant jusqu'à la limite posée par la protection des réserves des descendants de Pierre).

Droit successoral

La concession au conjoint survivant d'un droit d'usufruit sur l'intégralité de la succession, prévue par l'art. 473 CC, ne concerne que les cas où il y a des descendants communs. Cette possibilité peut donc être laissée de côté dans le cas présent.

L'exhérédation de ses enfants permettrait à Pierre de favoriser davantage Brigitte, mais il n'existe pas de motifs la justifiant.

La seule solution pour favoriser Brigitte consiste donc à limiter, par un pacte successoral ou un testament, les droits des enfants à leur réserve. Pierre parviendrait au même résultat, de manière indirecte, par la répartition du bénéfice prévue par le régime de la communauté des biens et évoquée ci-dessus.

Conclusion

Il est possible d'avantager Brigitte au maximum soit en optant pour le régime matrimonial de la communauté des biens (par contrat de mariage) tout en augmentant sa part du bénéfice jusqu'à la limite posée par la garantie de la réserve, soit en lui attribuant la quotité disponible, par testament ou pacte successoral.

Question 9

(3,5 points)

Thomas est locataire d'un appartement de 4,5 pièces à Berne. Le bail a été conclu de manière ferme le 1^{er} juillet 2005 pour une durée de cinq ans, jusqu'au 30 juin 2010. En l'absence d'une résiliation, il est ensuite reconduit tacitement d'année en année (selon disposition contractuelle expresse). Le délai de résiliation contractuel est de quatre mois.

Au moment de la conclusion du contrat, l'appartement est déjà la propriété d'une communauté héréditaire. Il y a une semaine, celle-ci l'a vendu à Markus, un retraité. Markus aimerait résilier le contrat de bail pour l'appartement de 4,5 pièces le 15 décembre 2012 au 31 mars 2013 (délai ordinaire de résiliation selon l'usage local). Pour justifier la résiliation, Markus ferait valoir un besoin urgent pour lui-même. Sa fille habite le même immeuble et le 4,5 pièces en question est plus ensoleillé et offre une plus belle vue que son logement actuel.

- a) Sur quels articles de loi Markus s'appuie-t-il pour résilier le contrat?

Il s'agit ici de la résiliation du contrat de bail par le nouveau propriétaire de la chose louée. L'article de loi pertinent est l'art. 261 CO.

- b) Thomas vous demande si cette résiliation sera valable, du point de vue tant du délai de résiliation que du terme de résiliation. Répondez à ces deux questions et motivez vos réponses.

L'énoncé des faits se base sur un jugement authentique.²

D'après l'art. 261 al. 2 let. a CO, le nouveau propriétaire peut résilier le bail en observant le délai de congé légal pour le prochain terme légal s'il fait valoir un besoin urgent pour lui-même ou ses proches parents ou alliés; il n'est pas tenu d'observer les délais de congé ni le terme contractuels, mais simplement le délai de congé légal. Selon la jurisprudence du Tribunal fédéral, il y a besoin personnel urgent lorsque, pour des raisons économiques ou autres, on ne peut exiger du bailleur qu'il renonce à la jouissance de l'appartement ou de la maison loué(e). Il faut alors tenir compte de tous les éléments pertinents dans le cas d'espèce. L'urgence doit être examinée non seulement dans le temps, mais aussi en fonction de son degré. Il faut qu'il existe des motifs qui revêtent une certaine importance. Par exemple, il n'y a pas de besoin personnel urgent lorsqu'un proche du propriétaire veut emménager dans l'appartement pour l'unique raison que celui-ci est plus ensoleillé ou offre une plus belle vue (Bull. off. CE 1989 p. 424). Le besoin personnel doit être sérieux, concret et actuel. Si un congé est donné sans que le besoin personnel du nouveau propriétaire soit actuel, il reste sans effet. Il n'est pas transformé en résiliation ordinaire.

En conséquence, si un besoin personnel urgent est prouvé, le congé peut être donné valablement pour le prochain terme légal, avec observation du délai légal (trois mois selon l'art. 266c CO), indépendamment des termes ou des délais convenus dans le contrat. En

² http://www.mietrecht.ch/documents/Dokumente/Entscheide/mp_2_05_82.pdf

l'espèce, pour autant qu'il existe un besoin personnel urgent, la résiliation serait admise avec un délai de moins de quatre mois et pour un terme plus proche que le prochain terme possible convenu par contrat. Néanmoins, le fait le plus important est que les motifs invoqués ne représentent pas un besoin personnel urgent; la résiliation est donc sans effet.

Question 10**(3 points)**

Frank Meyer et Horst Mellenhof veulent fonder ensemble une société en nom collectif. L'apport de Frank Meyer est de CHF 20 000, celui de Horst Mellenhof s'élève à CHF 10 000. Ils se sont renseignés sur Internet au sujet de cette forme de société, mais n'ont pas trouvé réponse à toutes leurs questions et viennent donc vous consulter.

- a) Est-il obligatoire de conclure par écrit un contrat de société pour constituer une société en nom collectif?

Pour les sociétés en nom collectif et les sociétés en commandite simple, il est conseillé, mais pas obligatoire, d'établir un contrat des associés. La réponse correcte est donc «Non».

- b) Frank Meyer et Horst Mellenhof croient savoir que le capital investi dans une société en nom collectif rapporte des intérêts. Ils vous demandent ce qu'il en est et quel serait le taux de cette rémunération. Indiquez les éventuels articles de loi pertinents.

Conformément à l'art. 558, al. 2 CO, les parts de l'actif social peuvent rapporter des intérêts. Si le contrat n'en dispose pas autrement, comme dans le cas présent, l'intérêt est de 4%.

- c) Frank Meyer et Horst Mellenhof ont trouvé sur Internet deux approches pour la participation aux bénéfices, basées sur l'apport en capital ou sur le nombre d'associés. Expliquez-les à Frank et Horst et indiquez quelle approche est applicable dans le cas d'une société en nom collectif.

Dans l'approche basée sur l'apport en capital, le bénéfice est réparti en proportion du capital investi. Dans celle basée sur le nombre d'associés par contre, le bénéfice est réparti entre tous les associés, indépendamment de la répartition du capital investi.

Pour la SA et la SARL, c'est la première approche qui prévaut. Pour la société en nom collectif, si le contrat n'en dispose pas autrement, c'est la seconde (art. 557 CO en relation avec l'art. 533, al. 1 CO).

Question 11 (2 points)

Quatre entreprises sont énumérées ci-dessous. Déterminez pour chacune s'il s'agit d'une SA, d'une Sàrl, d'une société en nom collectif ou d'une raison individuelle.

Papeterie G. Carta & Succ.	<i>Société en nom collectif</i>
Garage Marco Zürcher, propriétaire P. Müller	<i>Raison individuelle</i>
Fiduciaire Portner & Cie	<i>Société en nom collectif</i>
Transports Fischer SA	<i>Société anonyme</i>

* * * * *

Branche 802 Gestion du personnel

Proposition de solution Problème 2

Gestion du personnel

Durée: 90 minutes
Nombre max. de points: 45

Bloc de questions 1 (11,25 points)

Exercice 1 (11,25 points)

1 Les questions suivantes sont indépendantes les unes des autres, veuillez y répondre en conséquence. Prononcez-vous brièvement sur chacune d'elles et n'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

1.1 Nommez trois critères d'assujettissement à la prévoyance professionnelle obligatoire. **(0,75 point)**

Solution (art. 2 et 7 LPP):

- *Emploi auprès d'un employeur soumis à l'AVS (0,25 point)*
- *Assurance pour les risques dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle le salarié a eu 17 ans (0,25 point) et*
- *en plus, assurance pour la vieillesse dès le 1er janvier qui suit la date à laquelle le salarié a eu 24 ans (0,25 point)*
- *Salaire annuel supérieur à 75% de la rente vieillesse AVS maximale, actuellement CHF 20 880 (0,25 point)*

1.2 La notion de «génération d'entrée» est liée à la prévoyance professionnelle. Expliquez à qui ou quoi elle fait référence. **(1 point)**

Solution (art. 31 LPP):

- *Personnes soumises à la LPP qui, à ses débuts (1985), avaient 25 ans révolus mais pas encore l'âge de la retraite (1 point)*

1.3 Sur quel principe repose le fonctionnement

- a) d'une institution de prévoyance dans laquelle les prestations de vieillesse sont fixées en pourcents du dernier salaire assuré **(0,25 point)**
- b) et, en cas d'augmentation de salaire, qu'advient-il des cotisations LPP auprès d'une caisse de pension fonctionnant de cette manière? **(0,5 point)**

Solution:

- a) *L'institution de prévoyance fonctionne selon le principe de la primauté des prestations. (0,25 point)*
- b) *Les frais supplémentaires sont financés par des cotisations arriérées (employé et employeur). (0,5 point)*

1.4 Après avoir atteint l'âge de la retraite ordinaire, Monsieur Hugentobler continue de travailler et souhaite cotiser le plus longtemps et le plus possible dans le pilier 3a.

- a) Combien de temps peut-il au plus cotiser dans le pilier 3a et quelle est la condition préalable? **(0,5 point)**
- b) Quels montants peut-il verser chaque année dans le pilier 3a et dans quels cas/quelles constellations? Vous pouvez répondre en chiffres absolus ou relatifs. **(1,25 point)**

Solution:

- a) *Au maximum cinq ans après avoir atteint l'âge de la retraite ordinaire (art. 7, al. 2 OPP 3). Il ne peut cotiser que tant qu'il travaille. (0,5 point)*
- b) *Art. 7, al. 1a OPP 3: 8% du montant-limite supérieur selon l'art. 8, al. 1 LPP / CHF 6682 avec paiements dans le 2e pilier ou (0,5 point)*
Art. 7, al. 1b OPP 3: 20% du produit de l'activité lucrative, mais au plus 40% du montant-limite supérieur selon l'art. 8, al. 1 LPP / CHF 33 408 sans paiements dans le 2e pilier (0,75 point)

- 1.5 Monsieur Lutz (menuisier, entreprise individuelle) embauche un apprenti. Durant la 1^{re} année d'apprentissage, celui-ci touche un salaire de CHF 900 x 13. Âgé de 16 ans, il n'est pas encore assujéti à l'AVS. Monsieur Lutz pense que l'apprenti, dans la mesure où il n'est pas encore assujéti à l'AVS, devrait être assuré contre les accidents par son assurance maladie (de l'apprenti).

- a) Auprès de quelle assurance l'apprenti est-il assuré légalement contre les accidents? **(0,25 point)**
- b) Expliquez à Monsieur Lutz pourquoi il est assuré auprès de l'assurance accident mentionnée au point a). **(0,5 point)**

Solution:

- a) *L'apprenti est assuré contre les accidents auprès de la SUVA. (0,25 point)*
- b) *La LAA (Loi fédérale sur l'assurance-accidents) ne connaît pas de limitations d'âge ou de salaire. L'apprenti est considéré comme employé et donc comme personne obligatoirement assurée, avec son salaire effectif. (0,5 point)*

- 1.6. Madame Pollini effectue, à titre de salariée, des travaux de nettoyage pour trois employeurs. Ses heures de travail se répartissent comme suit:

Employeur A: 8h/mois
Employeur B: 7h/semaine
Employeur C: 4h/semaine

Un dimanche, elle a un accident en faisant du ski de fond et souhaite déclarer ce cas à l'assurance accident.

- a) A quelle assurance doit-elle déclarer le dommage (accident)? **(0,25 point)**
- b) Quelle est l'assurance accident compétente? A partir de quand et pourquoi? Motivez votre réponse. **(1 point)**

Solution:

- a) *La caisse maladie est compétente ou, si Madame Pollini en a une, l'assurance accidents privée selon la LCA. (0,25 point)*
- b) *Selon la LAA (Loi fédérale sur l'assurance-accidents), dès que le temps de travail hebdomadaire moyen chez un employeur dépasse huit heures, le collaborateur doit être assuré chez celui-ci contre les accidents non professionnels. Tant que cette limite n'est pas dépassée, la LAA n'a pas d'effet. Il n'est pas possible de cumuler des heures auprès de différents employeurs pour atteindre huit heures par semaine. (1 point)*

- 1.7 Madame Uhlmann, employée à plein temps dans une agence de voyage, prévoit de faire un tour du monde qui durera environ un an. Pour cela, un congé non payé lui a été accordé. Dernier jour payé: 31.10.2012. Le 1er novembre 2012, elle s'envole pour Le Cap. Madame Uhlmann souhaite continuer à bénéficier de la même protection d'assurance auprès de l'assureur accident de son employeur.
- a) Combien de temps Madame Uhlmann est-elle assurée auprès de l'assureur accident de son employeur si elle n'entreprend rien? **(0,25 point)**
 - b) Combien de temps au plus Madame Uhlmann peut-elle être assurée auprès de l'assureur accident de son employeur (dans le même contrat)? Comment appelle-t-on cette assurance? **(0,25 point)**
 - c) Quelle mesure concrète conseillez-vous à Madame Uhlmann? Justifiez votre réponse. **(0,5 point)**

Solution:

- *Après le 31.10.2012, Madame Uhlmann reste encore assurée auprès de l'assureur de l'employeur (art. 3, al. 2 LAA) durant 30 jours seulement. **(0,25 point)***
 - *Durant ce délai de 30 jours, Madame Uhlmann peut demander à prolonger l'assurance par convention spéciale pendant 180 jours au plus (art. 3, al. 3 LAA). **(0,25 point)***
 - *Comme une assurance par convention n'est possible que pour 180 jours au plus, Madame Uhlmann doit s'organiser, pour la période après la fin de l'assurance ou dès le début, une protection d'assurance auprès de la caisse maladie ou d'une assurance accidents privée selon LCA. **(0,5 point)***
- 1.8. Madame Somaruga a 55 ans et ne travaille pas. Elle a une formation de fleuriste, mais cela fait 20 ans qu'elle n'exerce plus son métier. Son époux a pris sa retraite l'année dernière. Elle paie désormais des cotisations AVS en tant que personne sans activité lucrative. **(2,5 points)**
- a) Quelle est la base de calcul pour déterminer les cotisations AVS, AI et APG? **(1 point)**
 - b) Au 1er mars 2012, Madame Somaruga a trouvé un emploi à 60% dans un magasin de fleurs. Le contrat de travail est conclu pour une durée indéterminée et elle gardera sans doute le même taux d'occupation pour le reste de l'année. Quelles sont les conséquences de cette embauche sur ses cotisations AVS/AI/APG en tant que personne sans activité lucrative si, sans emploi, celles-ci se montaient à CHF 15 000/an? **(0,5 point)**
 - c) A combien s'élèveraient les cotisations AVS/AI/APG en tant que personne sans activité lucrative si, avec un poste à temps partiel de 40% (cotisations employeur et employé), CHF 2500 étaient versés chaque année à la caisse de compensation. Sans travail, les cotisations seraient de CHF 15 000 par an. **(0,5 point)**

- d) Monsieur Somaruga travaillait à son compte. Les 20 dernières années, il a pendant cinq ans payé uniquement la cotisation minimale AVS/AI/APG. Quelles conséquences cela a-t-il sur la rente AVS de Madame Somaruga? **(0,5 point)**

Solution:

- a) *La moitié de la fortune (deux époux) et les revenus annuels provenant des rentes multipliés par 20 des deux époux (sans tenir compte du régime matrimonial) (1 point)*
- b) *Pour l'année 2012, elle ne doit pas payer de cotisations en tant que personne sans activité lucrative. (0,5 point)*
- c) *Les cotisations continuent de s'élever à CHF 15 000, mais les CHF 2500 sont pris en compte. (0,5 point)*
- d) *Si elle n'a pas été déclarée comme personne sans activité lucrative pour les années concernées, il en résulte une lacune de cotisation. (0,5 point)*
- 1.9. Votre client se demande s'il doit réduire le travail dans son entreprise. Il s'interroge sur les avantages et les inconvénients de la réduction de l'horaire de travail. Enumérez trois avantages et trois inconvénients. **(1,5 point)**

Solution:

Avantages

- *Pas de licenciements / licenciements collectifs*
- *Pas d'obligation d'information vis-à-vis de l'autorité cantonale compétente*
- *Personnel à nouveau disponible immédiatement en cas d'entrées de commandes*
- *Choix du taux de réduction de l'horaire de travail pour chaque collaborateur*
- *Mise à profit du temps libre par les collaborateurs pour formations continues personnelles/vacances/voyages*
- *Maintien des assurances sociales sur 100% du salaire*
- *Coûts salariaux des employeurs couverts par l'AC (sauf un jour d'attente par employé par mois)*

Inconvénients

- *Demande détaillée de RHT avec divulgation des chiffres de la marche des affaires*
- *Accord nécessaire du collaborateur concerné*
- *Sentiment d'insécurité chez les collaborateurs*
- *Perte d'au moins dix pour cent des heures de travail sur le total de la durée normale de travail à effectuer dans l'entreprise concernée*
- *Saisie précise du temps de travail exigée des collaborateurs*
- *Perte de salaire de 20% pour le collaborateur*
- *Lourd travail administratif (décompte mensuel RHT)*

Bloc de questions 2**(9,25 points)****Exercice 2.1****(3 points)**

2.1 Stefan Kernén travaille à son compte. Voici les questions à régler dans ce contexte. N'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

2.1.1 Sur la base des indications ci-dessous, calculez les cotisations 2011 à verser à la caisse de compensation AVS en tant qu'indépendant. Notez chaque étape/résultat intermédiaire menant à votre résultat. **(2 points)**

Revenus selon la communication fiscale		
y c. cotisations AVS comptabilisées	CHF	60 000,00
Capital propre investi	CHF	87 500,00
Intérêt sur le capital propre investi		2,00%
Taux administratif		3,00%

Solution:

Revenus	CHF	60 000,00	0,25 point
./. intérêt capital propre, arrondi à CHF 88 000,00	CHF	1760,00	0,25 point
Résultat intermédiaire	CHF	58 240,00	
Revenu déterminant	CHF	58 200,00	0,25 point
Cotisations AVS/AI/APG 9,7%	CHF	5649,30	0,5 point
Charges administratives 3%	CHF	169,50	0,25 point
Total Montant	CHF	<u>5818,80</u>	0,5 point

2.1.2 Supposons qu'en 2011, Monsieur Kernén ait enregistré une perte nette de CHF 5000 (y c. cotisations AVS/AI/APG personnelles comptabilisées).

- Doit-il, dans ce cas aussi, s'acquitter de cotisations à l'AVS/AI/APG? **(0,25 point)**
- Où le principe légal est-il ancré? Indiquer l'article de loi. **(0,5 point)**
- Si une cotisation doit être versée, quel est son montant? **(0,25 point)**

Solution:

- Oui. **(0,25 point)**
- Art. 8, al. 2 LAVS **(0,5 point)**
- CHF 475 **(0,25 point)**

Exercice 2.2**(6,25 points)**

2.2 Sur la base des indications ci-dessous, établissez le décompte annuel (communication de la masse salariale) 2011 pour l'AVS/AC de Filzfabrik SA. Selon la feuille de solution, la déclaration doit être effectuée uniquement au niveau des collaborateurs individuels, sans déclarer/calculer un total pour tous.

- a) Le mécanicien Josef Romer a un revenu mensuel de CHF 5000 (x 13). Il décompte les frais effectifs et a reçu à ce titre CHF 12 300 pour toute l'année. **(0,5 point)**
- b) Le machiniste Karl Götte touche également un salaire mensuel de CHF 5000 (x 13), ainsi qu'une somme forfaitaire de CHF 1500 (x 13) couvrant les frais. Lors du dernier contrôle de l'employeur, le réviseur de la caisse de compensation a limité les frais à 15% du salaire brut. **(0,5 point)**
- c) Le revenu mensuel du monteur Guido Frei s'élève à CHF 4500 (x 13). Guido Frei assume également les tâches de conciergerie pour l'immeuble de Filzfabrik SA et occupe donc un appartement de fonction. Pour le loyer, CHF 800 sont déduits chaque mois de son salaire. Selon un procès-verbal d'estimation dressé par l'office du registre foncier, l'appartement en question a une valeur locative de CHF 1200. **(0,5 point)**
- d) Le CEO de la société, Rolf Schneider, a touché un salaire annuel de CHF 340 000. **(0,75 point)**
- e) La secrétaire Manuela Fritschi a un revenu mensuel de CHF 4300 (x 13). Elle habite à 30 kilomètres de la société et reçoit CHF 200 par mois (x 12) pour les frais de trajets. Comme cadeau de mariage, elle a reçu des bons de voyage d'une valeur de CHF 500. **(1 point)**
- f) L'administrateur Roger Beck, 67 ans, a perçu des honoraires annuels de CHF 60 000. **(0,5 point)**
- g) Sur la base des relevés d'heures effectués tout au long de l'année, la spécialiste en nettoyage Erika Schuster a gagné CHF 6000. Ce salaire lui a été versé sans déduction des cotisations sociales. **(1 point)**
- h) Le manœuvre Peter Schilling a reçu un salaire annuel de CHF 39 000. Il a suivi une formation continue dont les frais, à hauteur de CHF 6400 (frais de déplacement et de restauration inclus), ont été pris en charge par l'entreprise. **(0,5 point)**
- i) Jürg Riedi, informaticien, a touché un salaire mensuel de CHF 4800 (x 13). Suite à un accident, il a été incapable de travailler aux mois d'août et de septembre 2011. La SUVA a viré des indemnités journalières pour un total de CHF 7200. Pendant son incapacité de travail, Jürg Riedi a continué de recevoir l'intégralité de son salaire. **(0,5 point)**
- j) Le salaire annuel d'André Krähenbühl, ingénieur ETS, a atteint CHF 110 000, auxquels se sont ajoutés CHF 3600 d'allocations pour enfants. En mai, il a suivi un cours de répétition militaire. L'allocation pour perte de gain versée à l'employeur était de CHF 3900. Durant son cours de répétition, André Krähenbühl a touché l'intégralité de son salaire. **(0,5 point)**

Solution:

<i>Nom / prénom</i>	<i>AVS / AI / APG</i>	<i>AC</i>	
a) <i>Romer Josef</i>	<i>65 000</i>	<i>65 000</i>	<i>0,25 point/montant</i>
b) <i>Götte Karl</i>	<i>71 825</i>	<i>71 825</i>	<i>0,25 point/montant</i>
c) <i>Frei Guido</i>	<i>63 300</i>	<i>63 300</i>	<i>0,25 point/montant</i>
d) <i>Schneider Rolf</i>	<i>340 000</i>	<i>AC 1 126 000</i> <i>AC 2 189 000</i>	<i>0,25 point/montant</i> <i>0,25 point/montant</i>
e) <i>Fritschi Manuela</i>	<i>58 300</i>	<i>58 300</i>	<i>0,5 point/montant</i>
f) <i>Beck Roger</i>	<i>43 200</i>	<i>0</i>	<i>0,25 point/montant</i>
g) <i>Schuster Erika</i>	<i>6400</i>	<i>6400</i>	<i>0,5 point/montant</i>
h) <i>Schilling Peter</i>	<i>39 000</i>	<i>39 000</i>	<i>0,25 point/montant</i>
i) <i>Riedi Jürg</i>	<i>55 200</i>	<i>55 200</i>	<i>0,25 point/montant</i>
j) <i>Krähenbühl André</i>	<i>110 000</i>	<i>110 000</i>	<i>0,25 point/montant</i>

Bloc de questions 3**(17 points)****Exercice 3.1****(6,5 points)**

3.1 Monsieur Trübsal travaille chez Lucky SA à Zurich depuis le 22 novembre 2011. Voici quelques faits et questions en relation avec son emploi. N'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

- 3.1.1 Pour cause de maladie, Monsieur Trübsal a été dans l'incapacité de travailler du 1er juillet au 12 août 2012. Il se rend régulièrement chez le médecin et vous remet les certificats médicaux dans les délais.

Combien de temps Monsieur Trübsal reçoit-il son salaire s'il n'a pas d'assurance indemnités journalières maladie? Nommez les articles de loi pertinents. **(1,5 point)**

Solution:

- *Art. 324a, al. 1 et 2 CO: trois semaines (rapports de travail de plus de trois mois et durant la première année de service) (1,5 point)*

- 3.1.2 Déjà depuis bien avant la maladie de Monsieur Trübsal, son supérieur n'était plus satisfait de son travail, mais n'a jamais trouvé le temps de vous transmettre – en tant que responsable du personnel – une note ou information à ce sujet. A présent, il vous prie de le renseigner sur les possibilités de résiliation de contrat car il n'a pas trouvé de réglementations sur les délais de résiliation, de maintien du salaire et de blocage, ni dans le contrat de travail, ni dans le règlement du personnel. Les points suivants l'intéressent particulièrement **(nommez également les articles de loi correspondants)**:

- a) De quoi l'employeur doit-il absolument tenir compte pour licencier valablement un collaborateur malade et **(1,5 point)**
- b) pourquoi est-ce si important? **(1 point)**
- c) A quel moment et pour quelle date la société Lucky SA aurait-elle pu résilier au plus tôt le rapport de travail? **(pas d'article de loi)**
 - Date de réception de la résiliation par Monsieur Trübsal? **(0,5 point)**
 - Résiliation au? **(0,5 point)**

Solution:

- a) *Art. 336c, al. 1b CO: respect du délai de blocage (30 jours durant la première année de service) (1,5 point)*
- b) *Art. 336c, al. 2 CO: la résiliation pendant le délai de blocage est nulle et doit être prononcée une nouvelle fois après ce délai. (1 point)*
- c) *Date de réception de la résiliation par Monsieur Trübsal?
31 juillet 2012 (0,5 point)*

Résiliation au 31 août 2012 (0,5 point)

- 3.1.3 Le supérieur a donné rendez-vous à Monsieur Trübsal pour le 14 août 2012, afin de lui annoncer en personne la résiliation du contrat de travail et de le faire contresigner. Quelle est la date de résiliation figurant sur le document que vous avez préparé pour le supérieur? Motivez votre réponse. Il n'est pas nécessaire d'indiquer les articles de loi. **(1 point)**

Solution:

- *Date de résiliation: 30 septembre 2012, une fois expiré le délai de blocage. Délai de résiliation durant la première année de service: un mois, pour la fin du mois. (1 point)*

- 3.1.4 La résiliation adressée à Monsieur Trübsal ne contient pas de motifs quant à la dissolution du contrat. Monsieur Trübsal est d'avis que la résiliation est donc incomplète et non valable. Motivez votre réponse. Il n'est pas nécessaire d'indiquer les articles de loi. **(1 point)**

Solution:

- *La décision ne doit être motivée que si l'autre partie le demande. L'indication de motifs n'a donc aucune influence sur la validité de la résiliation. (1 point)*

Exercice 3.2

(3 points)

- 3.2 Une collaboratrice a démissionné. Nommez **six tâches ou formalités différentes** que l'employeur doit accomplir ou régler jusqu'au jour de son départ (inclus). (3 points)

Solution:

- Confirmation de la résiliation
- Calcul des vacances et détermination du dernier jour de travail
- Remise des affaires en suspens et des dossiers
- Restitution des objets qui appartiennent à l'employeur
- Entretien de départ
- Prise de congé et cadeau de départ le cas échéant
- Avis de départ aux assurances sociales concernées
- Certificat de travail

Exercice 3.3

(3,5 points)

- 3.3 Madame Sommer, employée chez Invest SARL, a **donné sa démission** pour le **30 novembre 2012**. Voici quelques faits et questions dans ce contexte. N'indiquez les articles de loi que si cela vous est demandé.

- 3.3.1 En raison de la grande charge de travail, Madame Sommer n'a pu prendre que 10,5 jours de congé sur les six semaines de vacances par an convenues par contrat. En accord avec son supérieur, elle se fera payer les jours de vacances restants à la fin des rapports de travail. Le salaire annuel de Madame Sommer est de CHF 78 000.

Calculez l'indemnité de vacances en CHF pour Madame Sommer. Notez chaque étape/résultat intermédiaire menant à votre résultat. (2 points)

Solution:

- *Droit aux vacances jusqu'au 30.11.2012: 27,5 jours; jours déjà pris: 10,50;*
jours de vacances restants: 17
- *Calcul salaire journalier:*
 $78\,000 / 12 = \text{CHF } 6500$ (salaire mensuel)
 $\text{CHF } 6500 / 21,75 \text{ jours} = \text{CHF } 298,85$ par jour ou
 $\text{CHF } 78\,000 / 261 \text{ jours} = \text{CHF } 298,85$ par jour
- $\text{CHF } 298,85 \times 17 \text{ jours} = \text{CHF } 5080,45$

Madame Sommer touche, pour les 17 jours, une indemnité de vacances de CHF 5080,45 brut.

Dans la pratique, il existe plusieurs manières correctes pour calculer le salaire journalier. Les résultats allant de 21,5 à 22 jours de travail par mois sont considérés comme corrects.

- 3.3.2 Durant sa dernière année de service, Madame Sommer a été malade pendant 40 jours. La société Invest SARL peut-elle réduire le droit aux vacances de Madame Sommer? Si oui, pourquoi et de combien de jours? Si non, pourquoi? Justifiez votre réponse. **Nommez aussi les articles de loi correspondants. (1,5 point)**

Solution:

Non, une réduction n'est pas permise: art. 329, al. 2 et 3 CO. L'absence doit être de deux mois au moins pour justifier une réduction. (1,5 point)

Exercice 3.4

(1,5 point)

- 3.4 La durée de travail des collaborateurs de la société Blume & Cie est de 42 heures par semaine. Quelle doit être la durée minimale des pauses par jour (pause repas incluse)? **Nommez aussi les articles de loi correspondants. (1,5 point)**

Solution:

Art. 15, al. 1 LTr: une demi-heure par jour (1,5 point)

Exercice 3.5

(2,5 points)

- 3.5 Un collaborateur est déclaré malade en raison d'un burn out. Les trois années précédentes aussi, il a eu des absences régulières pour cause de maladie, totalisant trois à six semaines par année. Une semaine après avoir repris le travail, le collaborateur donne son congé dans les délais. Est-ce que vous mentionnez l'absence/les absences pour cause de maladie dans son certificat de travail? Motivez votre réponse. **(2,5 points)**

Solution:

- *Oui.*
- *Le **certificat de travail doit être conforme à la vérité** et l'évocation discrète d'une performance en baisse et longue absence consécutive pour cause de maladie est permise, selon des jugements plus récents (Tribunal fédéral).*
- *Il convient de **mentionner** dans le certificat de travail **les maladies d'un employé dans la mesure où celles-ci sont nécessaires pour l'évaluation globale de la performance de travail**. Tel est le cas lorsqu'une **maladie influence considérablement la performance et/ou le comportement** d'un employé ou qu'elle remet en question son aptitude à l'emploi (et constituerait alors un motif objectif pour une résiliation).*

Bloc de questions 4**(7,5 points)****Exercice 4.1****(7,5 points)**

4.1 Les questions suivantes sont indépendantes les unes des autres, veuillez y répondre en conséquence. Elles concernent les bases de l'organisation.

4.1.1 Quels sont les éléments au cœur de l'organisation fonctionnelle? **(1 point)**

Solution:

*L'organisation fonctionnelle est axée sur la définition des **processus** en tenant compte de l'espace, du temps, des moyens matériels et des personnes.*

(1 point)

4.1.2 Dans une structure hiérarchique avec états-majors, ceux-ci doivent remplir certaines tâches. De quelles tâches s'agit-il essentiellement, ou typiquement? **(1,5 point)**

Solution:

Tâches à accomplir par les états-majors pour les instances:

- conseil et assistance
- traitement des informations
- préparation de décisions

(1,5 point)

4.1.3 Décrivez

a) le terme «diagramme réseau» et **(0,5 point)**

b) à quoi un diagramme réseau sert généralement dans la pratique? **(0,5 point)**

Solution:

a) *Un diagramme réseau est un graphique ou tableau présentant le déroulement de processus ainsi que leur interdépendance. **(0,5 point)***

b) *Un diagramme réseau est souvent utilisé pour représenter le déroulement logique et chronologique de processus partiels dans le cadre de projets. Aussi appelé diagramme de planification et représentant l'agenda d'un projet. **(0,5 point)***

4.1.4 Dans l'organisation, qu'entend-on par «étendue du contrôle»? **(1 point)**

Solution:

Par «étendue du contrôle», on entend généralement le nombre de collaborateurs directement subordonnés selon la voie hiérarchique. (1 point)

4.1.5 Le «cube de l'organisation» schématise la nature interreliée des contenus organisationnels. Pour chacun des points suivants, nommez deux contenus (juste les termes, sans explication) figurant sous

- a) Relations **(0,5 point)**
- b) Dimensions **(0,5 point)**
- c) Éléments **(0,5 point)**

Solution:

- a) *Organisation structurelle, organisation fonctionnelle (0,5 point)*
- b) *Temps, espace, volume (0,5 point)*
- c) *Tâches, responsables, moyens matériels, informations (0,5 point)*

4.1.6 Quelle forme de représentation par diagramme convient le mieux pour planifier et présenter clairement les interventions au sein d'une entreprise qui compte 15 collaborateurs et organise le travail par équipe? **(0,5 point)**

Solution:

Histogramme (ou diagramme à barres/bâtons)

4.1.7 Organigramme:

- a) Qu'est-ce qu'un organigramme? **(0,5 point)**
- b) Comment les éléments d'un organigramme sont-ils représentés? **(0,5 point)**

Solution:

- a) *Représentation graphique simplifiée d'une structure organisationnelle (0,5 point)*
- b) *Généralement sous forme de rectangles reliés par des lignes (0,5 point)*

Branche 803 Comptabilité d'exploitation

Proposition de solution Problème 3

Annexe 1: Tableau des répartitions

TR Morelli SA 20_1	Types coûts/ recettes corrigés	CC aux. infrastructure	Poste matériaux	Montage	Test de fonc- tionnement	Poste CBDA	Production PM-Gastro	Production PM-Retail	Produits PM-Gastro	Produits PM-Retail	Ventes PM-Gastro	Ventes PM-Retail
En milliers de CHF												
Matériau	3'992		384	802	297	671	2'032	1'960				
Coûts de personnel	2'209	55	78	112	62	194						
Autres frais généraux	461	15	7	108	61	31						
Calcul amortissements	225	18	4	42	32	28						
Calcul intérêts	114	8										
Sous-total	7'001	96	473	1'064	452	924	2'032	1'960				
Décompte CC aux.		-96	20	40	20	16						
Décompte poste matériaux			-499				254	245				
Décompte montage				-1'120			588	532				
Décompte test de fonctionn.					-448		240	208				
CP de la production							3'114	2'945				
CP des produits livrés							-2'960	-3'094	2'960	3'094		
CP des produits vendus									-2'960	-2'856	2'960	2'856
Variations des stocks	-243						-154	149	-	-238	474	457
Décompte poste CBDA	-7'209					-931	AS	DS		AS	-3'744	-3'465
Produits des ventes												
Différences de couverture		-	-6	-16	24	9						
Résultat d'exploitation	-451										-310	-152

Répartition infrastructure	CC aux. infrastructure	Poste matériaux	Montage	Test de fonctionn.	Poste CBDA
Nombre m2	650	120	300	150	80
Chiffre équivalent		1.25	1	1	1.5
m2 pondérés	720	150	300	150	120
Coûts milliers CHF	96	20	40	20	16

Annexe 2: Comptes de résultat

Compte de résultat des ventes 20_1	PM-Gastro	PM-Retail	Total	9.00
Produits des ventes	-3'744	-3'465	-7'209	
Calcul coûts de production vente	2'960	2'856	5'816	1.00
Marge brute d'expl. après coûts prod.	-784	-609	-1'393	0.50
Poste CBDA	474	457	931	1.00
Calcul résultat d'exploitation	-310	-152	-462	0.50
Sur-couv poste matériaux			-6	0.50
Sur-couv montage			-16	0.50
Ss-couv test de fonctionnement			24	0.50
Ss-couv poste CBDA			9	0.50
CoEx résultat d'exploitation réel			-451	
AO autres frais généraux			9	1.00
AO amortissements			65	1.00
AO taux d'intérêt			-48	1.00
AO variations des stocks			81	1.00
CoFi résultat d'exploitation réel			-344	

Compte de résultat production d'après types de coûts 20_1	PM-Gastro	PM-Retail	Total	5.00
Produits des ventes	-3'744	-3'465	-7'209	
Variations des stocks	-154	-89	-243	1.50
Rendement production	-3'898	-3'554	-7'452	1.00
Matériau			3'992	0.50
Coûts de personnel			2'209	0.50
Autres frais généraux			461	0.50
Calcul amortissements			225	0.50
Calcul intérêts			114	0.50
CoEx résultat d'exploitation réel			-451	

Exercice partiel 2: Analyse avec coûts partiels

Depuis plusieurs années, Armando Cattaneo dirige avec succès le restaurant Amalfi dans le centre ville animé. Il cherche à s'agrandir et vous demande conseil sur les différentes possibilités.

2.1 Exploitation d'un automate à pizzas (4 points)

Cattaneo s'est renseigné sur l'automate à pizzas «PM-Retail» et voit un bon marché pour cela dans l'important centre commerciale de la ville. Voici les bases de calcul disponibles:

- Prix d'achat d'un automate: 30 000 CHF
- Amortissement linéaire sur cinq ans
- Intérêt comptable de 8% sur la moitié de la valeur d'achat
- Coûts fixes annuels additionnels pour l'exploitation de l'automate: 57 600 CHF
- Prix de vente par pizza de l'automate: 14,00 CHF
- Coûts variables par pizza de l'automate: 4.80 CHF

Indiquez de manière claire et compréhensible les coûts fixes mensuels. Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Amortissement 30 000 : 5	6'000	0.75
Int. compt. 8% sur 15 000	1'200	0.75
Coûts fixes divers	57'600	
Total coûts fixes par an	64'800	
Total coûts fixes par mois	5'400	0.50

Quel est le nombre de pizzas à vendre par mois pour atteindre l'équilibre financier? Arrondissez au chiffre entier supérieur.

Prix de vente par pizza	14.00	
Coûts variables par pizza	4.80	
RM par pizza	9.20	0.50
Nbre de pizzas pour équilibre fin.	587 arrondir ht	0.50

Cattaneo veut atteindre un bénéfice de 2400 CHF par mois avec l'automate. Combien de pizzas doit-il vendre par mois pour cela? Arrondissez au chiffre entier supérieur.

Objectif bénéf. 2400 par mois		
RM nécessaire par mois	7'800	
Nbre de pizzas pour objectif bénéf.	848 arrondir ht	1.00

2.2 Meilleure utilisation (3 points)

Le restaurant de Cattaneo offre 60 places assises. Entre 17h et 19h, son taux d'occupation est de 25% en moyenne. Le chiffre d'affaires par place occupée ne dépasse pas 12 CHF et la marge brute s'élève à 65%.

Cattaneo essaie de mieux utiliser ces heures creuses et de renforcer le taux d'occupation de son restaurant. Dans cette optique, il veut proposer entre 17h et 19h un menu spécial «Spaghetti & Acqua minerale» à un prix attrayant. Le menu, boisson incluse, devrait coûter 12,50 CHF. Les coûts variables représentent 5,80 CHF par menu. Cattaneo aurait besoin de plus de personnel en salle et en cuisine pour cette période. Les coûts fixes additionnels se montent à 180 CHF par jour.

Dans la situation actuelle, quel revenu marginal Cattaneo réalise-t-il chaque jour entre 17h et 19h? Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Nombre places assises	60	
Occupation	25%	
CA par place assise	12.00 CHF	
Degré de couverture	65%	
Revenu marginal	117.00 CHF	1.00

Combien de menus spéciaux Cattaneo doit-il vendre chaque jour entre 17h et 19h pour réaliser le même résultat que dans sa situation actuelle? Arrondissez au chiffre entier supérieur.

Prix de vente par menu «spécial»	12.50 CHF	
Coûts variables par client	5.80 CHF	
Revenu marginal par client	6.70 CHF	0.50
Coûts fixes	180.00 CHF	
Coûts fixes + ancien RM	297.00 CHF	0.50
Nombre de menus vendus	45 arrondir ht	1.00

2.3 Expansion, nouveau local (7 points)

Il y a un restaurant à remettre dans une banlieue attractive qui offrirait une bonne possibilité d'expansion. L'exploitant actuel connaît un succès modéré et veut donc trouver un successeur. Les comptes annuels se présentent comme suit (valeurs en CHF):

Umsatz	900'000
Variable Kosten	-378'000
Fixkosten	-560'000
Ergebnis	-38'000

Cattaneo pourrait mettre à profit des synergies avec son restaurant actuel et améliorer la structure de coûts du nouveau local.

Quel est le chiffre d'affaires à réaliser pour atteindre l'équilibre financier dans la situation actuelle? Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Chiffre d'affaires	900'000	100.0%
Coûts variables	-378'000	42.0%
Revenu marginal	522'000	58.0%
Coûts fixes	-560'000	
Résultat	-38'000	

a) Chiffre d'affaires pour atteindre l'équilibre financier

Coûts fixes	560'000	1.00
divisé par le degré de couverture	58.0%	1.00
= chiffre d'affaires	965'517	

Quelle hausse de prix faut-il appliquer pour atteindre l'équilibre financier à ventes égales? Arrondissez le pourcentage à une décimale.

38000	de	900'000	
=		4.2%	1.00

Cattaneo s'imaginer le scénario suivant par rapport à la situation actuelle:

- baisse des prix de vente de 5%,
- diminution des coûts variables de 15%,
- diminution des coûts fixes de 40 000 CHF.

A quel résultat aboutirait ce scénario? Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Chiffre d'affaires	855'000	100%	0.50
Coûts variables	-321'300	37.6%	0.50
Revenu marginal	533'700	62.4%	
Coûts fixes	-520'000		0.50
Résultat	13'700		0.50

Dans ce scénario, Cattaneo table sur un rendement du chiffre d'affaires de 5%. Quel chiffre d'affaires faudrait-il réaliser pour atteindre cet objectif? Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Coûts fixes (62,4% - 5%)	57.4%	520'000	1.00
CA pour objectif bénéficiaire		905'923	1.00

Essai

CA pour objectif bénéficiaire	905'923	100%
Coûts variables	-340'627	37.6%
Revenu marginal	565'296	62.4%
Coûts fixes	-520'000	
Résultat	45'296	5.0%

2.4 Livraisons à domicile: externalisation ou régie directe (6 points)

Cattaneo exploite depuis deux ans un service de livraison de pizzas, pas très satisfaisant.

Utilisez ces chiffres pour calculer le résultat en régie directe. Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Prix de vente par commande	24.00	
Coûts variables par commande	11.50	
Revenu marginal par commande	12.50	
Nombre de commandes	6'000	
CA service de livraison	144'000	1.00
Revenu marginal service de livraison	75'000	1.00
Coûts fixes service de livraison	-88'000	
Perte service de livraison	-13'000	0.50

Cattaneo pourrait externaliser le service de livraison à un partenaire. Il se chargerait alors de la préparation des plats et les vendrait au partenaire, qui assumerait toute la partie traitement des commandes et distribution aux clients. Cela permettrait de supprimer complètement les frais fixes actuels. Pour la publicité, Cattaneo serait toutefois prêt à verser à son partenaire 18 000 CHF par an. Pour cette variante, Cattaneo prévoit les valeurs suivantes sur une base annuelle:

Verkaufspreis pro Bestellung	15.00
Variable Kosten pro Bestellung	7.00
Anzahl Bestellungen	6'000

Quel résultat pourrait-on prévoir pour cette idée commerciale? Arrondissez le résultat à un montant entier en CHF.

Prix de vente par commande	15.00	
Coûts variables par commande	7.00	
Revenu marginal par commande	8.00	
Nombre de commandes	6'000	
CA service de livraison	90'000	
Revenu marginal service de livraison	48'000	0.50
Coûts fixes publicité	-18'000	0.50
Bénéfice service de livraison	30'000	0.50

Cattaneo réfléchit si un service de livraison de pizzas en régie directe ne serait pas tout de même plus judicieux. Sur la base des chiffres de l'exercice clos, évaluez le maintien du service de livraison en régie directe.

Combien de commandes par an un service de livraison en régie directe devrait-il traiter pour atteindre le même résultat que le modèle d'affaires avec partenaire?
Arrondissez au chiffre entier supérieur.

Coûts fixes régie directe	88'000	0.50
Bénéfice comme pour distribution par partenaire	30'000	0.50
Revenu marginal visé	118'000	
Nombre de commandes pour RM 12,50	9'440	1.00